



FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT SOCIAL POUR RÉPONDRE AUX ODD ET À L'AGENDA 2063 EN AFRIQUE



FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT SOCIAL POUR RÉPONDRE AUX ODD ET À L'AGENDA 2063 EN AFRIQUE

Appel à candidatures et nominations

Annnonce du cours en bref

<u>Type</u>	: Cours de courte durée
<u>Thème</u>	: Affaires économiques
<u>Début du cours</u>	: 13 Juillet 2020
<u>Durée</u>	: 7 Semaines
<u>Langue</u>	: Bilingue (Anglais-Français)
<u>Localisation</u>	: Formation en ligne sur le web
<u>Frais d'inscription</u>	: Pas de frais
<u>Date limite des inscriptions</u>	: 28 Juin 2020
<u>Public cible spécifique</u>	: Non
<u>Site web</u>	: http://services.unidep.org/e-idep/
<u>Dossiers de candidature</u>	: https://www.unidep.org/?apply

CONTEXTE

Trois critères de classification des investissements publics, à savoir administratif, économique et fonctionnel, sont identifiés dans le Manuel des statistiques de finances publiques (Fonds monétaire international, 2014). Ces critères se complètent les uns les autres et saisissent les investissements de différentes dimensions avec des applications analytiques distinctes. Ce faisant, les objectifs de dépenses dans l'éducation, la santé et la protection sociale seront utiles pour évaluer la traduction de l'intention politique en ressources, permettant ainsi la comparabilité entre les pays, et surtout, l'évaluation de la pertinence des objectifs de dépenses pour atteindre les objectifs visés.

L'investissement social fait référence à l'effort économique consenti pour le développement social des individus, des ménages et des communautés (Cecchini et autres, 2015). Le terme "investissement" est utilisé parce que les ressources allouées aux questions sociales (c'est-à-dire l'éducation, la santé et la protection sociale) produisent un rendement économique et social. L'investissement social est constitué de ressources publiques ou privées qui sont utilisées principalement pour assurer un approvisionnement suffisant en nourriture, soins de santé, éducation, logement, eau et systèmes d'égouts, ou pour financer la demande de ceux-ci, et fournir une assurance monétaire contre la perte de revenus ou d'actifs qui risqueraient de faire baisser le niveau de vie en dessous d'un niveau acceptable (Martinez et Collinao, 2010).

Ainsi, l'investissement social implique le renforcement des capacités actuelles et futures des personnes. En d'autres termes, en plus d'avoir des effets immédiats, il a également des impacts durables en offrant des rendements économiques et sociaux dans le temps, notamment en termes de perspectives d'emploi ou de revenus du travail. L'investissement social contribue à "préparer" les gens à faire face aux risques de la vie, plutôt que de simplement "réparer" les conséquences. La modernisation des politiques sociales exige l'introduction systématique d'une orientation ex ante vers les résultats dans les décisions de financement et une approche systématique du rôle que les politiques sociales jouent aux différentes étapes de la vie : de l'éducation à la maladie et à la vieillesse en passant par le travail/chômage.

Il est difficile d'analyser l'investissement social, entre l'exécution des ressources et celui qui les finance. Les registres des transactions liées aux investissements sociaux tendent à ne suivre que l'entité qui les exécute. Les systèmes de comptabilité nationale devraient, en théorie, fournir une source claire pour cette composante, mais l'Afrique manque de systèmes obligatoires ou standardisés avec des informations détaillées régulières de source dans ce domaine. En Afrique, une autre complication est le mélange entre l'investissement social privé et public dans l'éducation, la santé et la protection sociale. Les dépenses privées des ménages en matière de santé représentent environ 50 % des dépenses totales et, par conséquent, les dépenses publiques ne saisissent pas le total des dépenses de santé. Néanmoins, les données disponibles sur les dépenses sociales publiques permettent de quantifier les dépenses spécifiques de l'État, quelle que soit leur source de financement, en suivant les procédures définies dans le Manuel des statistiques de finances publiques. En Afrique, les chiffres des dépenses sociales publiques, qui comprennent en général l'éducation, la santé, la protection sociale, l'eau et l'assainissement, l'emploi et le logement, sont importants pour démontrer la priorité accordée dans les budgets aux domaines sociaux (Harrington et al., 2007).

Les niveaux élevés de la dette publique, la pression sur les dépenses publiques et les réglementations financières existantes sont quelques-uns des obstacles à l'augmentation du niveau d'investissement social en Afrique. Toutefois, pour atteindre les objectifs des ODD et de l'Agenda 2063, il est plus que jamais nécessaire de déployer des efforts accrus dans le cadre des stratégies d'investissement social. De telles stratégies impliquent d'investir dans les capacités des personnes et les infrastructures sociales, mais aussi dans l'innovation sociale et le processus de fourniture de biens publics et de résultats sociaux. Cela est essentiel pour remédier aux défaillances actuelles du marché dans le secteur social et pour faire en sorte que les

investissements existants puissent susciter des niveaux plus élevés de cohésion sociale et de convergence territoriale.

En outre, les défis à relever pour mobiliser des ressources financières en faveur du développement durable sont énormes ; selon Schmidt-Traub, G. (2015), on estime à 600 et 638 milliards de dollars par an le montant nécessaire pour réaliser les ODD en Afrique. L'aide publique au développement (APD) reste essentielle mais ne suffira pas à elle seule à combler le déficit de financement des ODD. La fourniture de ressources à l'échelle requise pour réaliser les ODD exige l'action d'un large éventail d'acteurs travaillant ensemble. Le financement privé jouera un rôle de plus en plus important en apportant des ressources supplémentaires pour aider les pays en développement à réaliser les ODD. Il est donc important de trouver de nouveaux moyens de s'engager avec le secteur privé en tant que partenaire clé, notamment par le financement de l'investissement social. L'Agenda d'Action d'Addis-Abeba (AAAA) mentionne le financement de l'investissement social pour réaliser les ODD.

Dans ce contexte, la Division Genre, Pauvreté et Politique Sociale de la CEA (Division GPSPD) et l'Institution Africaine pour le Développement Économique et la Planification (IDEP) collaborent pour lancer un cours en ligne sur le "Financement de l'investissement social pour la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063".

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

Le cours présentera les principes fondamentaux de l'investissement social et le développement d'une stratégie commerciale qui favorise le financement de l'investissement social. Les apprenants amélioreront leurs connaissances et leurs compétences sur la protection sociale et les services sociaux : l'état des principaux services sociaux en Afrique, l'investissement social dans le contexte des ODD et de l'Agenda 2063, le suivi de l'investissement social en Afrique et le financement de l'investissement social en Afrique : politique et stratégie.

À la fin du cours, les participants auront :

- Une meilleure compréhension des concepts clés, des tendances et des conditions de l'investissement social en Afrique
- Une meilleure compréhension de l'état de la protection sociale et des services sociaux en Afrique
- Une compétence accrue sur l'écosystème et les produits de l'investissement social
- Les connaissances et les compétences nécessaires pour suivre et évaluer le statut des investissements sociaux au niveau national
- Une meilleure connaissance des défis et des opportunités du financement de l'investissement social en Afrique et de l'intervention politique connexe pour assurer le financement de l'investissement social pour répondre aux SDG et à l'Agenda 2063.

CONTENU ET STRUCTURE

Le cours comprend les modules suivants :

- Module 1** : Définitions et Concepts
- Module 2** : État des lieux de l'investissement social en Afrique
- Module 3** : Financement de l'investissement social en Afrique
- Module 4** : Suivi de l'investissement social en Afrique
- Module 5** : Assistance d'urgence
- Module 6** : À retenir

MÉTHODOLOGIE

Ce cours assisté par Directeur de cours sera dispensé du 13 Juillet au 4 Septembre. Le cours sera animé de façon asynchrone sur une base hebdomadaire et les participants sont tenus de participer aux discussions hebdomadaires en ligne. En outre, chaque module contient des leçons interactives qui fournissent le contenu de base autour du thème de ce module. Les cours sont conçus de manière à ce que les apprenants soient également capables d'auto-évaluer leur compréhension par le biais de questionnaires intégrés. Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Internet et des lectures facultatives sont prévues pour les participants qui souhaitent approfondir leur connaissance du sujet du cours.

PUBLIC CIBLE

Les participants cibles sont les suivants :

- Les responsables politiques et les gestionnaires de niveau intermédiaire et supérieur directement liés aux questions de politique sociale, qui conçoivent des modèles pour la planification, le suivi et l'évaluation des politiques sociales dans leur pays ;
- Les fonctionnaires des agences nationales et les acteurs non étatiques ayant un intérêt professionnel et une implication dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'investissement en matière de politique sociale.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Admission au Cours

Les candidats intéressés au cours devraient avoir, au minimum, un diplôme de Licence de préférence pour les cours relatifs à la statistique, à la planification, à la gestion de projets et au suivi évaluation de projets. En outre, deux années d'expérience professionnelle seront nécessaires. Les candidatures féminines sont également vivement encouragées.

Jusqu'à la date limite d'inscription, les participants seront acceptés au cours sur une base de roulement et sous réserve de disponibilité des créneaux horaires.

Les dossiers de candidature sont à remplir exclusivement sur la plateforme de candidature en ligne de l'IDEP à l'adresse <https://www.unidep.org/?apply>

Certificat

Un certificat sera délivré par l'IDEP à tous les participants qui réussiront aux auto-évaluations relatives aux cours présentés pour chaque module.

Les prérequis techniques

L'accès à Internet est une condition essentielle pour la participation. Les spécifications suivantes, au minimum en termes de matériel et de logiciels, sont nécessaires pour suivre cette formation en ligne, veuillez consulter votre administrateur réseau ou la personne responsable du Système Informatique afin de vous assurer que vous disposez des éléments suivants :

- Plateforme: Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou supérieur; Mac OS 9 ou Mac OS X; Linux
- Matériel: 64 MB de RAM, 1 GB d'espace de disque libre
- Logiciels:
 - Adobe Acrobat Reader, Adobe Flash Player

- Microsoft Office (Windows ou Mac) ou Open Office
 - Navigateur: Internet Explorer 7 ou supérieur ou Firefox 36 ou supérieur
- Modem: 56 K
- Veuillez noter que JavaScript, les Cookies et les Pop-ups doivent être activés

CONTACTS

Division E-learning et Gestion du Savoir

Tél: +221 33 829 55 00

Fax: +221 33 822 29 64

Email : elarning@unidep.org